

SOUS LES PAVÉS, LA TERRE

Flaminia
Paddeu



**SOUS LES PAVÉS,
LA TERRE**

Flaminia Paddeu

SOUS LES PAVÉS, LA TERRE

Agricultures urbaines
et résistances dans les métropoles

Éditions du Seuil

57, rue Gaston-Tessier, Paris XIX^e

ISBN 978-2-02-146338-5

© Éditions du Seuil, octobre 2021

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

www.seuil.com

Pour Antoine.

*À celles et ceux qui luttent à coups de semis
pour reprendre et cultiver les terres de nos villes.*

INTRODUCTION

*Retourner et creuser
La terre légère de cendres
Les manches de houe sont courts,
La course du soleil est longue
Les doigts cherchent loin dans la terre
Les racines, les tirent ; les palpent
Les racines sont robustes.*

Gary Snyder,
*Premier chant du chaman
et autres poèmes, 1992*

La révolte

*Graffiti aperçu dans l'espace public,
mars 2019*

Défendre l'agriculture urbaine ici et maintenant

Au commencement de la pandémie de Covid-19 en 2020, la crainte des pénuries alimentaires a rappelé notre immense dépendance aux importations agricoles, encore plus sensible en ville qu'à la campagne. En cas de rupture totale des systèmes d'approvisionnement, une ville comme Paris n'aurait que trois jours environ d'autonomie alimentaire. En France, dans les grandes métropoles, les demandes d'aide alimentaire auraient augmenté d'un tiers depuis le début de la pandémie¹. De nombreuses familles des quartiers populaires, privées de ressources et de restauration scolaire, ont dû se tourner vers les banques alimentaires ou les réseaux d'entraide locale. Les personnes modestes, susceptibles d'être en surpoids, ont été durement touchées par le virus². Confinées à l'intérieur de logements exigus, dans des territoires densément urbanisés, elles n'ont pas pu profiter des espaces verts, peu nombreux et souvent situés à plus d'un kilomètre de chez elles. Rien de nouveau sous le soleil : la pandémie n'a fait que rendre visibles ou aggraver les inégalités sociales, environnementales et alimentaires des habitantes et des habitants des métropoles, en particulier des quartiers populaires.

Ce qui est peut-être nouveau, c'est l'importance qui a rapidement été accordée aux pratiques d'agriculture locales. Au début du confinement, le nombre de paniers commandé dans les AMAP (Associations de maintien de l'agriculture

paysanne) a explosé³. Ce système a été considéré comme une manière de s'approvisionner localement avec peu d'intermédiaires, et donc moins de risques de transmission du virus. À la suite d'un véritable engouement pour le jardinage vivrier, le gouvernement a finalement autorisé en avril 2020 la vente des graines et des plants potagers, désormais considérés comme des achats de première nécessité⁴. Les jardins ouvriers et familiaux, déjà très appréciés par les habitantes et les habitants d'immeubles collectifs, sont devenus une aubaine en période de confinement. Ils ont non seulement permis d'assurer la subsistance des jardinières et des jardiniers en ces temps de crise, mais également de s'aérer, de faire des activités physiques et d'aider à réduire les risques d'obésité. Lors des élections municipales de cette même année, certains maires ont nommé des adjoints chargés de l'alimentation durable, de l'agriculture et des circuits courts, comme Audrey Pulvar à la mairie de Paris.

Que ce soit en ville ou à la campagne, la plupart de celles et de ceux qui se sont mis-es à faire leur potager pendant la pandémie souhaitaient se réapproprier ces savoir-faire autant que faire face au changement global. L'agriculture urbaine réunit des préoccupations autour d'un monde de demain incertain, tant pour notre subsistance que pour nos écosystèmes. Dans le contexte de l'anthropocène, la prise de conscience des méfaits de l'agriculture conventionnelle et de l'urbanisation croissante a refait de cette pratique une voie sensée pour mieux produire et mieux habiter dans son quartier. Beaucoup pensent

que les villes peuvent paradoxalement constituer des terreaux d'expérimentations pour des systèmes alimentaires alternatifs et pour transformer l'écologie. Par l'action très concrète de cultiver, on tente de défendre ici et maintenant ce à quoi on tient : des semences autoproduites, un sol vivant, des cultures associées et densément plantées, des herbes spontanées... Mais aussi l'entraide et les actions solidaires.

Alors, l'agriculture urbaine peut-elle être une piste pour le « monde d'après » ? Rien n'est moins sûr. En France, les supermarchés ont engrangé des gains historiques pendant les confinements⁵. Manger local a parfois connu des déconvenues : plusieurs circuits courts dans les quartiers populaires ont dû suspendre leurs activités⁶. Aux États-Unis, si les crises et les guerres ont démontré tout au long du xx^e siècle l'utilité manifeste d'avoir un lopin de terre à cultiver, elles ont aussi permis d'accélérer des soi-disant modernisations agronomiques tout en évitant controverses et débats démocratiques. Lors des deux guerres mondiales, sous couvert d'efficacité, les produits phytosanitaires ont été massivement utilisés et encouragés dans les programmes étatiques américains de soutien aux potagers, tout comme les semences hybrides. Mais le plus frappant, c'est que dans les années 1950 ces potagers soutenus pendant la guerre ont quasiment disparu. Le retour à la normale s'est traduit par un boom de l'industrie agroalimentaire et l'essor de la grande distribution. Même si le contexte est éminemment différent, et que le souci écologique se fait plus pressant, cela incite à envisager avec

précaution ce qui adviendra demain des envies de retours à la terre dans les métropoles.

Établir une agriculture urbaine collective généralisée, écologique et porteuse de justice sociale, pour tou-te-s les habitantes et les habitants des métropoles, notamment dans les quartiers populaires, ne se fera pas sans luttes. Défendre un nouveau modèle à la fois agricole et urbain nécessite non seulement une action collective forte, mais aussi de s'inscrire dans des rapports de pouvoir complexes pour regagner l'accès à une ressource âprement convoitée, la terre. Depuis les années 1970, des retours à la terre en ville prennent place dans des mouvements qui s'opposent, négocient avec et parfois s'allient aux acteurs locaux publics et privés. Leurs récits, mais aussi leurs pratiques, sont riches d'enseignements pour comprendre comment ces femmes et ces hommes ont lutté, déblayé, et semé pour cultiver là où elles et ils n'étaient pas les bienvenu-e-s.

Reprendre et cultiver la terre en ville

J'enquête depuis 2010 sur les manières de reprendre et de cultiver la terre dans les grandes métropoles, et sur celles et ceux qui la font fructifier collectivement. Je m'intéresse surtout aux cultures potagères qui s'établissent dans des espaces urbains denses, comme les quartiers centraux et les banlieues⁷. L'agriculture urbaine désigne communément le développement, la fabrication et la distribution de

denrées alimentaires et d'autres produits issus de la culture et de l'élevage dans et autour des villes⁸. Si le maraîchage en est la forme la plus commune, on trouve également des pratiques d'arboriculture, de viticulture, d'apiculture et d'élevage. La localisation urbaine implique un certain nombre de spécificités, voire de contraintes, notamment par rapport à l'agriculture rurale. L'agriculture urbaine est d'abord caractérisée par l'exiguïté des surfaces qu'elle occupe, depuis des espaces interstitiels comme les bacs, les balcons ou les toits, jusqu'à des friches de plusieurs hectares. Les cultures céréalières, de légumineuses ou d'oléagineux, qui nécessitent de la place, sont ainsi quasiment absentes. Cette agriculture se distingue également par un niveau de productivité variable, depuis des parterres de quelques plants de tomates et herbes aromatiques épars, jusqu'à des parcelles densément cultivées, voire des tours maraîchères. Elle est aussi marquée par une multifonctionnalité forte⁹ : loin de se réduire à sa mission nourricière, elle articule selon les cas des fonctions alimentaire, environnementale, sociale, sanitaire, économique ou encore éducative. Surtout, l'agriculture urbaine est considérée comme un usage du foncier subsidiaire, voire temporaire, face à d'autres usages, tels que les logements et les équipements. Elle est très souvent regardée comme illégitime et menacée de destruction. Enfin, elle fait face à des risques de pollution des sols et atmosphériques particulièrement prégnants, étant donné qu'elle ne dispose que très rarement de terres de qualité et bien localisées.

Malgré ces caractéristiques et contraintes communes, l'agriculture urbaine n'existe pas en tant que catégorie unifiée. Dans l'imaginaire collectif, elle est associée aux jardins partagés fréquentés par les classes moyennes et supérieures, voire à l'agriculture *high-tech* sur les toits des immeubles. Mais en allant sur le terrain on retrouve aussi des potagers informels sur des friches, des fermes associatives au cœur de quartiers ségrégués, ou des jardins ouvriers en face de grands ensembles. Le terme d'agriculture urbaine est suffisamment englobant pour inclure une multiplicité de pratiques agricoles, potagères et jardinières en ville, aux dimensions collectives, nourricières, productives ou informelles plus ou moins marquées¹⁰. Or, par-delà cette bannière, les choix sociotechniques, les modèles économiques ou les relations à la population locale témoignent de rapports à la justice sociale et à l'écologie divergents. Il y a donc des agricultures urbaines qui cohabitent, non sans tensions, au sein des métropoles.

D'après l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, l'agriculture urbaine est pratiquée aujourd'hui par 800 millions de personnes, qui produisent environ 15 % des denrées alimentaires mondiales¹¹. C'est donc loin d'être anecdotique, surtout quand on sait que la majorité de ces denrées sert à l'autosubsistance des ménages. Traditionnellement présente dans les villes des Suds, l'agriculture urbaine a connu au début du XXI^e siècle un essor important dans les villes des Nord, après un siècle et demi de déclin. À Berlin en 2012, il y aurait 930 lotissements de

jardins ouvriers, soit plus de 74 500 jardins individuels, occupant près de 3 000 hectares¹². À Lisbonne en 2015, il y aurait environ 800 jardins potagers recensés et des milliers de potagers clandestins¹³. Ces chiffres sont parcellaires et ne permettent de saisir la réalité que de manière très imparfaite. De nombreux potagers informels ne sont pas comptabilisés, alors qu'ils assurent la survie de populations marginalisées. Les potagers domestiques sont aussi largement invisibilisés, alors que les surfaces privées dédiées à la production vivrière sont parfois plus importantes que celles des potagers collectifs : à Alençon, 300 tonnes de légumes produits par an dans ce type de potagers atteignent 18 % de la consommation locale¹⁴ !

Déconstruire les idées reçues

Pour mieux répondre aux enjeux agricoles et alimentaires en ville – soulevés par la pandémie mais dépassant largement cet horizon – et mieux comprendre l'essor de l'agriculture urbaine, il faut dès à présent désamorcer quelques malentendus. Le traitement médiatique et politique des pratiques agricoles urbaines produit un certain nombre d'idées reçues et de manières erronées de poser les problèmes.

Tout d'abord, il ne s'agit pas de montrer ici comment l'agriculture urbaine peut nourrir les villes. Pour l'instant, on est très loin de l'autosubsistance des villes, et encore moins de celle des métropoles. Le degré d'autonomie alimentaire

des 100 premières aires urbaines françaises n'est que de 2 % aujourd'hui¹⁵. Pour autant, les bénéfiques en termes de subsistance peuvent être tout à fait importants à l'échelle des quartiers, des collectifs et des individus. Des fermes productives fournissent localement plusieurs milliers de personnes en fruits et légumes. Si les jardins partagés ne reposent pas sur une production significative, les jardins ouvriers ou d'insertion contribuent réellement à l'économie alimentaire. Les jardinières et jardiniers qui cultivent une parcelle de jardins ouvriers n'ont souvent besoin d'acheter que très peu de fruits et légumes¹⁶. Pour beaucoup de foyers, cette forme d'agriculture urbaine n'a rien d'anecdotique, au contraire, elle est la condition même de leur subsistance.

Le prisme de la productivité n'est de toute manière pas forcément le bon pour apprécier les pratiques agricoles en ville. Si certaines parcelles sont densément plantées et fortement productives, évaluer l'agriculture urbaine uniquement à l'aune de ses rendements, c'est manquer la multiplicité de ses missions et les spécificités liées à son ancrage urbain. La fonction nourricière n'est qu'un objectif important parmi d'autres. Et les surfaces réduites qu'elle occupe, tout comme le rôle majeur que la société civile y joue, la découpent parfois des injonctions à la productivité qui incombent aux exploitations rurales professionnelles.

Ensuite, il ne s'agit aucunement de faire l'apologie d'une agriculture des villes au détriment de celle des campagnes. Je considère au contraire la plupart des formes d'agriculture

urbaines comme complémentaires, voire comme alliées aux agricultures rurales alternatives. Il est vrai que l'agriculture urbaine a connu une attention médiatique renouvelée depuis une dizaine d'années, faisant d'elle une pratique valorisée. Mais elle ne se développe pas pour autant à l'encontre ou en autonomie des pratiques rurales. Si la plupart des néo-agricultrices et agriculteurs des villes ne proviennent pas du monde agricole, une partie d'entre elles et eux a grandi dans des milieux ruraux ou forestiers, en cultivant un potager, tandis que d'autres ont tissé des liens étroits avec des petits paysans ou des cultivateurs aux alentours.

Derrière cet enjeu point le vieux débat opposant territoires urbains et territoires ruraux, et leur assignation à certaines fonctions plutôt que d'autres : aux ruraux la fonction de pourvoir à la subsistance, aux urbains celle de la recevoir et la consommer. Je voudrais justement montrer comment les pratiques agricoles en ville viennent bousculer cette distinction territoriale et comment il est possible d'imaginer d'autres manières et lieux de production collective.

Enfin, l'agriculture urbaine n'est pas qu'une pratique de « bobos », caractéristique des classes moyennes et supérieures cultivées qui consomment bio et votent écolo. La sociologie de celles et ceux qui cultivent la terre dans les métropoles est très variée selon les types d'agriculture, les espaces et les contextes culturels. Par-delà le cliché des gentrifieurs membres des jardins partagés ou des jeunes start-uppeurs qui lancent leur jardin d'aromates sur un *rooftop*, on trouve

des populations précaires qui cultivent un potager de fortune dans une friche ou des retraité·e·s des classes populaires dans les jardins ouvriers. En définitive, comme on le verra, quasiment toutes les classes sociales participent à l'agriculture urbaine – sauf peut-être les fractions les plus aisées de la population –, sans forcément s'y croiser. On se représente aussi le jardinage collectif comme une pratique typiquement féminine. Mais si les femmes sont nombreuses à être investies dans les jardins partagés, les hommes sont majoritaires dans les jardins ouvriers.

Ce jardinage collectif ne peut alors être réduit à un loisir dépolitisé, ou aux petites alternatives du quotidien qui se font l'écho d'une « écologie inoffensive¹⁷ ». Il permet à des ménages de joindre les deux bouts, à des personnes en exil de traverser un moment difficile, à d'anciens toxicomanes de prendre soin de leur santé mentale, à des personnes racisées de se réapproprier leur culture alimentaire ou à des militantes et des militants d'engager une transformation dans la manière dont on pense l'accès à la terre en ville et de contester les dynamiques métropolitaines.

Résister à l'anthropocène et à ses contradictions

Que nous disent alors ces agricultures des transformations sociales, urbaines et écologiques majeures qui ont ébranlé nos modes de production et de subsistance ? Que montrent-elles

sur les mille façons d'y faire face ? Il me semble que le retour de l'agriculture urbaine est un symptôme de nouvelles manières de produire, d'agir et de se nourrir au temps de l'anthropocène, pour toutes celles et ceux qui habitent en ville. C'est aussi un révélateur des luttes pour le droit à la terre dans les métropoles, des difficultés à créer des espaces partagés qui ne soient pas ceux de l'entre-soi et de la complexité à transformer son espace de vie sans participer à sa gentrification. Récemment, l'agriculture urbaine est aussi devenue un front pionnier du capitalisme vert, phagocytée par la *start-up nation* et récupérée par la grande distribution et les promoteurs immobiliers. Face à une nouvelle situation anthropocénique, comment comprendre les retours à la terre dans les grandes métropoles, faire le récit des luttes qu'ils ont nécessitées, des partages qu'ils rendent possibles, mais également des controverses silencieuses qu'ils soulèvent et des inégalités qu'ils reproduisent ?

Pour ce faire, je voudrais dans cet ouvrage défendre et discuter la thèse que l'agriculture urbaine dans les grandes métropoles des Nordes constitue le produit des résistances aux ravages écologiques et climatiques auxquels les scientifiques donnent le nom d'anthropocène, mais exprime aussi les contradictions de ses tentatives de dépassement. Bien plus qu'une crise environnementale, l'anthropocène signale une bifurcation de la trajectoire géologique de la Terre causée non pas par l'humain en général, mais par le modèle de développement qui s'est affirmé puis globalisé avec le capitalisme industriel¹⁸. L'évolution de l'agriculture urbaine peut être relue et

mieux comprise à l'aune des relations que les groupes sociaux entretiennent avec la condition anthropocénique, notamment leurs diverses modalités de soutien ou de contestation. Ainsi, je postule que la disparition de l'agriculture urbaine du milieu du XIX^e siècle à l'après-guerre est l'un des effets de l'avènement de l'anthropocène, que son retour à la fin du XX^e siècle représente une forme de résistance à l'agir anthropocénique et que son déploiement au tournant du XXI^e siècle révèle les contradictions de ses tentatives de dépassement.

Premièrement, la disparition de l'agriculture urbaine entre 1845 et 1970 apparaît comme un symptôme majeur de l'avènement de l'anthropocène. Dans la première phase de basculement vers l'anthropocène, des débuts de la révolution thermo-industrielle à la Seconde Guerre mondiale, l'agriculture urbaine disparaît brutalement face aux transformations conjointes de l'urbanisation et de l'industrialisation et à la modernisation du système agricole. Entre 1859 et 1969, Paris et son département, la Seine, passent de 1 804 à 626 maraîchers, en particulier sous la pression de la construction immobilière et des parcs publics¹⁹. En parallèle, les pouvoirs publics urbains aux États-Unis rasant les quartiers populaires afro-américains et leurs jardins potagers et construisent de grands parcs pour les familles bourgeoises²⁰, laissant en héritage une situation d'injustice environnementale. La disparition de l'agriculture urbaine est surtout liée à ce que Marx appelle la « rupture métabolique » des flux de matières organiques entre les zones urbaines et leurs ceintures maraîchères²¹.

Épisodiquement, si l'agriculture urbaine ressurgit, c'est justement pour pallier les crises du capitalisme agraire ou fossile (potagers de survie face aux récessions économiques et aux guerres) ou pour soutenir la reproduction de la force de travail nécessaire au capitalisme industriel (jardins ouvriers).

Elle continue de s'effacer pendant la « grande accélération », cette deuxième phase de l'anthropocène qui s'ouvre après 1945. En France en 1976 les trois quarts des jardins ouvriers ont disparu depuis la guerre, notamment dans les banlieues des grandes villes²². Entre 1970 et 2000, près de deux tiers des cultures maraîchères et horticoles franciliennes périssent²³. Aux États-Unis, dans la décennie 1950, 80 % des nouvelles maisons sont construites dans les banlieues, ce qui a pour effet de réduire l'agriculture périurbaine. L'étalement urbain avale plusieurs milliers d'hectares de terres agricoles, pendant que les États occidentaux encouragent la pétrolisation des modes de vie des ménages, avec pavillon individuel et bimotorisation. Les parcelles cultivées sont vues par les aménageurs comme des réserves foncières à bâtir, particulièrement en région parisienne où la construction métropolitaine passe par le développement des villes nouvelles et d'un réseau de transport rapide²⁴. Le développement du transport frigorifique, l'apparition de la grande distribution, les politiques agricoles libérales, le remembrement foncier et la crise de la main-d'œuvre agricole favorisent la disparition des productions de proximité à la faveur des « hectares fantômes²⁵ » cultivés dans les immenses espaces des périphéries

colonisées. Progressivement, on assiste à un découplage entre les villes et leurs *hinterlands* nourriciers, induits par une série de choix techniques, politiques et civilisationnels.

Deuxièmement, alors même que la grande accélération continue de battre son plein et que les surfaces agricoles et vivrières refluent, la réapparition du jardinage collectif au cœur des métropoles à partir des années 1970 survient comme une des formes de contestation de l'agir anthropocénique²⁶, soit l'ensemble des grandes mutations qui ont fait bondir l'empreinte écologique de l'Occident. En 1973, alors que New York frôle la faillite, l'artiste Liz Christy et ses acolytes balancent des bombes à graine par-dessus les palissades des terrains vagues pour se réapproprier ces espaces abandonnés. Quelques décennies plus tard, des centaines de jardins partagés ont été établis sur les friches du centre-ville. Dans les quartiers populaires, des collectifs afro-américains ou latino luttent pour plus de justice alimentaire en mettant en place des projets d'agriculture urbaine. En France, le modèle des jardins partagés se développe dès 1997 à Lille, puis dans toutes les grandes villes françaises. Aujourd'hui, des espaces conservent un caractère contestataire, qu'il s'agisse de squats cultivés indispensables à la survie ou de hauts lieux du militantisme d'écologie politique comme le quartier libre des Lentillères à Dijon.

La renaissance de l'agriculture urbaine sous forme de *guerrilla gardening*²⁷ et autour des mots d'ordre de la justice environnementale et alimentaire²⁸ participe de luttes sociales visant à infléchir l'impact des activités humaines

sur l'environnement terrestre. Si nous sommes entrés dans l'anthropocène « *malgré* des alertes, des savoirs et des oppositions très consistantes²⁹ », alors l'agriculture urbaine fait partie de ces mobilisations et résistances qui ont travaillé à contrer le grand récit du progrès et de la croissance. Aux côtés des luttes indigènes contre l'extractivisme sur leurs terres, des collectifs qui expérimentent la sobriété volontaire à travers la décroissance, mais aussi des écologistes qui occupent des terres face aux bulldozers, l'agriculture urbaine rend visibles les savoirs et les pratiques environnementaux de la société civile. En faire le récit, donner une voix à celles et ceux qui l'ont construite de leurs mains, c'est rendre compte du rôle qu'elles et ils continuent de jouer.

Il s'agit d'explorer, troisièmement, comment le déploiement de l'agriculture urbaine depuis les années 2000 et 2010 révèle les contradictions des tentatives de dépassement de l'anthropocène. Dans cette phase contemporaine de l'anthropocène qui débute autour de l'an 2000, celle d'une prétendue nouvelle « conscience croissante de l'impact humain sur l'environnement global³⁰ », l'essor de l'agriculture urbaine apparaît comme paradoxal.

D'une part, l'agriculture urbaine propose aujourd'hui des alternatives pour continuer à vivre dans les « ruines du capitalisme³¹ ». À travers toute une série d'initiatives, celles et ceux qui la pratiquent expérimentent des options pour cultiver et habiter autrement nos métropoles, pourtant produites par une fabrique urbaine capitaliste, reposant sur la

croissance et l'accumulation par dépossession³². L'agriculture urbaine apparaît ainsi comme une de ces tactiques ordinaires pour se réapproprier à la fois un territoire, un mode de production et une alimentation. Dans des espaces urbains toxiques, dévalués et précaires, ségrégués et inégalitaires, s'inventent de nouvelles relations, avec les humains comme les non-humains, qui ne vont pas sans créer de frictions ni de conflictualités. Il ne s'agit donc pas seulement d'y repousser les limites matérielles de la place de l'agriculture, simplement en végétalisant les toits et les façades, mais d'engager une transformation dans la manière dont on gouverne l'accès au foncier urbain et à son sol.

D'autre part, les nouvelles formes de marchandisation des alternatives font progressivement de l'agriculture urbaine un pan du capitalisme vert, au fur et à mesure que les politiques urbaines néolibérales se la réapproprient. Apparaissent de nouvelles formes d'agriculture urbaine entrepreneuriale, qui ont tendance à s'installer sur les toits, utilisent des technologies et des produits phytosanitaires qui dégradent les écosystèmes, sont développées et financées par des grands groupes de l'industrie agroalimentaire, des sociétés cotées en Bourse, des fondations, des promoteurs immobiliers ou des banques. Dans un contexte d'institutionnalisation et d'entrepreneurialisation des politiques urbaines dites « durables » s'opèrent une mise en compétition et un tri entre formes d'agriculture urbaine plus en moins susceptibles d'être soutenues par les pouvoirs publics (écoquartiers,

toits cultivés...). Si ces politiques accordent une attention renouvelée à l'agriculture urbaine, elle perd du même coup sa capacité à transformer les dynamiques à l'œuvre, soumise à des intérêts capitalistes souvent très éloignés de l'intérêt commun des habitantes et des habitants et de la trajectoire socio-écologique des métropoles. Malgré des intentions parfois radicales, certains acteurs de l'agriculture urbaine se retrouvent complices de la restructuration néolibérale, plus ou moins involontairement, et privés de leur capacité de contestation, quand d'autres radicalisent leurs actions, allant jusqu'à occuper des potagers menacés de destruction.

Alors que l'anthropocène repose sur des asymétries qui sont constitutives des dérèglements écologiques globaux, l'agriculture urbaine, à l'origine porteuse d'alternatives, court le risque de perpétuer des écologies et des urbanités inégales et destructrices, par-delà sa lutte originelle pour un autre monde. En tant que pratique sociale et écologique, elle peut être porteuse de pistes pour expérimenter de nouvelles relations à la production et à la terre, en contexte urbain. Mais elle atterrit selon des modalités qui me semblent, du moins divergentes, voire radicalement incompatibles. Qu'y-a-t-il de commun entre les pistes proposées par des jardins ouvriers situés dans un quartier populaire qui se mobilisent contre un projet d'aménagement ; un jardin partagé d'un quartier gentrifié qui propose des événements culturels ; un jardin permacole de banlieue qui organise des sessions d'éducation populaire ; une toiture végétalisée où l'on cultive des herbes

aromatiques pour un restaurant gastronomique ; une tour maraîchère avec des cultures en hydroponie ? Ces agricultures urbaines révèlent les oppositions et les hybridations entre les récits contradictoires associés à la notion d'anthropocène³³. Par-delà le projet de cultiver en ville s'opposent à bas bruit des positionnements vis-à-vis de l'anthropocène et de son dépassement, plus ou moins radicaux, plus ou moins technoscientifiques³⁴, plus ou moins compatibles avec le capitalisme et une gestion néolibérale des villes, plus ou moins inclusifs socialement et racialement.

À l'heure de la production croissante de récits sur une agriculture urbaine écolocompatible avec un capitalisme urbain technique et technocratique, qui est certes une trajectoire dominante potentielle, il est important de faire émerger des contre-récits en rappelant la dimension populaire et contestataire de l'agriculture urbaine, à la fois dans son origine et son ancrage contemporain. Alors que l'agriculture urbaine devient l'un des fronts pionniers du capitalisme vert³⁵, l'un des marqueurs des inégalités sociospatiales et raciales³⁶ ou un outil de reconquête des friches abandonnées par les industries³⁷, je souhaite ici cartographier les pistes possibles pour fabriquer des agricultures urbaines inclusives ainsi que des relations mutuellement bénéfiques entre humains et non-humains.

Relire l'agriculture urbaine

Pour décrire, expliquer et interpréter le retour de l'agriculture urbaine dans les métropoles des Nord(s), les formes multiples qu'il prend et les problèmes qu'il soulève, je prends appui sur plusieurs champs théoriques. Ils me permettent de relire les grandes trajectoires diachroniques de l'agriculture urbaine, d'analyser ses espaces de déploiement, de comprendre les stratégies de ses acteurs, leurs pratiques et leurs rapports de pouvoir.

D'une part, je fais appel aux études environnementales critiques de l'anthropocène, afin de proposer une relecture de l'agriculture urbaine. Pour ce courant, la prospérité des pays riches s'est construite au moyen d'un accaparement des bienfaits de la Terre et d'une externalisation des dégâts environnementaux, par le biais de phénomènes de dépossession et d'« échange inégal³⁸ ». À la suite de bien des auteurs marxistes, je conçois les dégradations écologiques anthropocéniques comme une rupture métabolique propre à la logique intrinsèque au capitalisme³⁹. Ils théorisent l'incapacité du capitalisme à reproduire non seulement le travailleur mais aussi l'environnement comme sa « seconde contradiction⁴⁰ ». Les évolutions de la place de l'agriculture urbaine et de ses pratiques sont ainsi mieux comprises réenchantées dans la trajectoire socio-écologique des villes et de leurs alentours,

ainsi que dans les relations métaboliques qui ont été rompues⁴¹.

Les études environnementales critiques de l'anthropocène ont également redonné une visibilité aux mobilisations environnementales, comme autant de résistances et d'alertes portées par la société civile souvent ignorées, délégitimées et violemment réprimées⁴². Ces contestations de l'agir anthropocénique, auxquelles les luttes de *guerrilla gardening* et les zones agricoles à défendre ont participé, produisent de nouveaux récits alternatifs et lectures politiques de l'anthropocène⁴³.

D'autre part, j'utilise les travaux sur la justice sociale, environnementale et alimentaire, afin de montrer comment les pratiques alternatives agricoles et alimentaires en ville contribuent à transformer les rapports de domination et les inégalités structurelles⁴⁴. Le mouvement de la justice environnementale désigne les mobilisations de minorités raciales contre des décisions et des pratiques, industrielles comme gouvernementales, à l'origine de nuisances environnementales et sanitaires parfois dramatiques⁴⁵. Il tire son origine de l'action de désobéissance civile menée en 1982 dans le comté de Warren, en Caroline du Nord, contre le déversement de boues toxiques près des habitations de la population afro-américaine. Sous cette bannière se sont rangées les communautés qui luttent contre l'implantation presque systématique des sources de pollutions (usines, incinérateurs, décharges, autoroutes, aéroports) dans des quartiers habités de minorités ethniques pauvres, ainsi que pour avoir accès aux décisions politiques concernant leur

répartition. Mais aussi des communautés qui luttent pour avoir accès à davantage d'espaces non bâtis (verts, cultivés) à proximité de leurs habitations.

La justice alimentaire, qui naît dans la décennie suivante aux États-Unis, est alors considérée comme un avatar de la justice environnementale. Il s'agit d'une proposition radicale croisant la classe, la race, la culture et le genre pour s'attaquer aux inégalités à tous les niveaux du système alimentaire⁴⁶. Cette approche défend l'accès à une alimentation saine et l'existence de voies alternatives au régime alimentaire entrepreneurial dominant⁴⁷ dans un contexte plus large de luttes pour la justice sociale, raciale et environnementale face aux inégalités structurelles⁴⁸. Contrairement à une focalisation plus étroite sur la sécurité alimentaire, la justice alimentaire s'intéresse aux dimensions politico-économiques du contrôle des ressources alimentaires. À partir d'une approche intersectionnelle et postcoloniale⁴⁹, elle se concentre sur le rôle des minorités, qui subissent de manière disproportionnée les problèmes du système alimentaire dominant (prix, travail sous-qualifié, insécurité alimentaire).

La justice environnementale et alimentaire constitue à la fois des courants, des catégories d'analyse mais aussi des mots d'ordre, particulièrement développés aux États-Unis et se diffusant plus récemment en France, qui ont permis de catalyser des revendications et des luttes autour de la réappropriation des terres urbaines et de leur mise en culture⁵⁰. De nombreuses initiatives d'agriculture urbaine dans les

quartiers populaires se réclament de ces approches, ou s'y rattachent indirectement. Parce qu'elles restent méconnues dans le contexte français, je souhaite leur donner une importance particulière afin d'en amplifier l'écho⁵¹.

Je m'appuie également sur les études urbaines portant sur la production capitaliste de l'espace et les rapports de pouvoir, afin de comprendre comment l'agriculture urbaine est façonnée par les processus constitutifs des grandes métropoles contemporaines – tels que la ségrégation, la gentrification ou l'artificialisation des sols – et comment elle les reconfigure⁵². Comme l'a démontré le géographe David Harvey⁵³, les dynamiques du capitalisme urbain sont caractérisées par le besoin perpétuel de trouver des terrains profitables à la production et à l'absorption des surplus de capital. Cette absorption de surplus par les transformations urbaines implique un accroissement des inégalités et de la pauvreté, particulièrement à travers « l'accumulation par dépossession ». Elle produit une généralisation de l'expropriation des populations les plus démunies. Ces constats soulignent la nécessité d'une reprise citoyenne du contrôle de la production urbaine. Celui-ci passe notamment par l'établissement d'un « droit à la ville », soit la prétention à un « pouvoir de façonnement fondamental et radical sur les processus d'urbanisation, c'est-à-dire sur les manières dont nos villes sont sans cesse transformées⁵⁴ ». Partant, je voudrais ainsi montrer que cultiver dans les ruines du capitalisme urbain ouvre la question non seulement du droit à la ville chère au philosophe

Henri Lefebvre⁵⁵, mais aussi celle d'un droit à la terre en ville. Ces travaux permettent d'investiguer la question foncière comme l'un des enjeux majeurs pour construire une agriculture urbaine ambitieuse.

Enfin, je vois dans les communs une catégorie théorique et pratique qui rend possible à la fois de penser une auto-gestion de ressources essentielles – la terre et ses fruits – par-delà l'État et le marché, et de fournir des outils pour instituer des espaces agricoles urbains collectifs. Les théories des communs constituent un champ qui s'est considérablement enrichi ces dernières années, également traversé par de vifs débats autour de la conceptualisation des communs ou du commun, des rapports entretenus avec la propriété ou des perspectives politiques proposées⁵⁶. Par-delà ces clivages, je voudrais ici utiliser les communs comme un outil théorique pour penser l'horizon des pratiques de culture agricole en ville, et en retour utiliser le cas de l'agriculture urbaine en contexte métropolitain dense pour interroger les manières de concevoir les communs. À partir de là, je souhaite engager une réflexion sur la construction de « communs agricoles urbains⁵⁷ » conçus comme l'institution de systèmes de ressources agricoles et alimentaires collectives à la fois foncières, sociotechniques et de gouvernance. Dans des contextes très différents, et souvent peu propices, des groupes tentent d'établir des communs agricoles urbains, sans forcément les nommer comme tels : d'abord en se réappropriant les terres, ensuite en s'y maintenant par la mise en culture et la gestion.

Certes, dans un contexte métropolitain capitaliste, il s'avère très difficile d'envisager une croissance, voire une pérennisation, de l'activité agricole urbaine, en raison des pressions sur le foncier et de l'anticipation d'augmentation du prix des terres. Face à ces difficultés, je propose quelques pistes d'alliances sociales, raciales et spatiales, mais aussi entre humains et non-humains⁵⁸. Les communs demeurent de toute façon ambivalents, traversés par des conflits, dépendants d'acteurs aux intérêts divergents, travaillés par des inégalités structurelles socio-économiques, culturelles et raciales. À l'ère de l'anthropocène, ces agricultures urbaines ne peuvent que constituer ce que l'anthropologue Anna Tsing appelle des « communs latents⁵⁹ » : ouverts aux non-humains et aux enchevêtrements mutuels, inégaux et sélectifs, interstitiels et résistants à l'institutionnalisation, troubles et non contrôlés.

Enquêter sur nos relations aux terres cultivées dans les métropoles des Nords

Sous les pavés de nos métropoles, c'est bien la terre, et les relations qu'on entretient avec elle, qui est au cœur de ce travail. La *Terre* comme habitats et écosystèmes à préserver face au changement global, dont la préoccupation guide souvent les gestes de celles et ceux qui ressentent l'urgence de cultiver en ville. Elle est présente comme un horizon géographique et écologique lointain, qui intime pourtant d'agir ici et maintenant.

Mais aussi la terre comme *foncier* urbain, ressource âprement convoitée, objet de luttes déterminées que certaines et certains verraient bien transformées en commun. Garder ou reprendre la terre de manière pérenne est la condition absolue pour des pratiques agricoles urbaines qui ne soient pas seulement temporaires. Enfin la terre comme *sol* agricole, forcément vivant, parfois fertile, généralement appauvri et pollué en dessous des couches de bitume accumulées. Plutôt que de se cantonner au hors sol des bacs et des toitures, il s'agit pour les cultivatrices et cultivateurs d'exhumer ce sol, de le reconstituer, afin de soutenir les agricultures urbaines de demain.

C'est à New York, à Détroit et dans le Grand Paris que j'ai mené des recherches au long cours en géographie sociale⁶⁰. Depuis près de dix ans, j'ai arpenté jardins et potagers, discuté avec celles et ceux qui font vivre ces espaces, pratiqué le bénévolat dans des fermes urbaines – en particulier à Détroit où la demande de main-d'œuvre est importante –, suivi des luttes de défense des terres maraîchères, notamment dans le Grand Paris.

Je m'appuie également sur les nombreux travaux de chercheuses et chercheurs qui partagent le même objet que moi. Depuis les années 1990 des agronomes, des anthropologues, des géographes, des historien-ne-s, des sociologues et d'autres spécialistes de l'urbain se sont intéressé-e-s à l'agriculture urbaine, parfois avec enthousiasme et en participant au mouvement. Jusque dans les années 2010 domine ainsi une approche par les bénéfiques, insistant sur ce que l'agriculture

urbaine permet à celles et ceux qui y participent : améliorer le goût et la qualité de notre nourriture, la rendre plus abordable, en réduire l'empreinte écologique, améliorer la cohésion et la résilience des communautés locales, promouvoir la durabilité urbaine⁶¹.

Plus récemment, cette vision bénéfique de l'agriculture urbaine a été remise en question par un nombre croissant de travaux. Certains ont montré comment de multiples dynamiques controversées et porteuses d'injustices se trouvent inexplorées⁶², quand d'autres ont mis au jour le rôle de l'agriculture urbaine dans les processus de néolibéralisation⁶³ ou de gentrification⁶⁴. Cette approche critique met au cœur de ces travaux les quartiers populaires et leurs habitantes et habitants : d'une part en partant du postulat qu'elles et ils ont été invisibilisé-e-s dans la plupart des travaux antérieurs ; d'autre part parce qu'elles et ils sont particulièrement vulnérables aux transformations en cours, notamment la néolibéralisation des politiques urbaines.

Dans cette perspective, j'ai concentré mon attention sur l'agriculture urbaine collective et associative, portée par des habitantes et des habitants des quartiers populaires. J'ai fait le choix de principalement donner à entendre et à voir les récits contemporains minoritaires et invisibilisés. Mes enquêtes de terrain ont ainsi concerné alternativement l'aire urbaine dans son ensemble et des quartiers plus spécifiques, que j'ai arpentés de manière approfondie : le South Bronx à New York, l'East Side à Détroit, Villetaneuse en Seine-Saint-Denis

et le XVIII^e arrondissement à Paris. Ces territoires ont en commun d'abriter des quartiers où la population appartient majoritairement aux classes populaires, avec des parcours migratoires variés. Malgré des trajectoires, des localisations, des morphologies et des histoires très diverses, ces quartiers concentrent les phénomènes d'exclusion ou de pauvreté. Ils accueillent également des pratiques agricoles urbaines diversifiées et souvent méconnues.

Bien entendu, j'ai aussi croisé sur mon terrain des formes plus ordinaires, plus *mainstream* ou encore plus commerciales d'agriculture urbaine, dont je rendrai compte dans cet ouvrage. Face à toutes ces pratiques agricoles urbaines, j'ai adopté une approche à la fois critique et compréhensive, qui ne dépossède pas les enquêté-e-s de leurs paroles et de leurs expériences. Ceci afin de restituer la manière dont elles et ils s'engagent dans des luttes, ouvrent des alternatives ou renouvellent les relations aux vivants, tout en rendant visibles les nombreuses dynamiques contradictoires et porteuses d'inégalités qui les traversent.

Les trois grandes métropoles que j'ai choisies offrent des perspectives différentes. New York a abrité des pratiques habitantes pionnières de *guerrilla gardening* et de réappropriation du foncier urbain, ainsi que des mobilisations massives pour empêcher la destruction des jardins collectifs. Ces luttes se sont soldées par plusieurs victoires et alliances avec la municipalité, qui ont permis de protéger durablement les jardins. Malgré un contexte de croissance métropolitaine

importante et de financiarisation du capitalisme urbain, ils ont été progressivement institutionnalisés à partir des années 1990. Au cours des années 2000 et 2010, la désindustrialisation des *boroughs* péricentraux (notamment le Bronx, Brooklyn et Queens) a libéré des friches importantes et rendu possible le développement de fermes urbaines plus vastes, tandis que les toits des quartiers d'affaire centraux ont accueilli de nombreuses cultures agricoles high-tech. New York abrite ainsi aujourd'hui environ 1 200 jardins collectifs (dont 900 nourriciers), 490 jardins scolaires, 20 fermes associatives et quelques fermes commerciales⁶⁵ pour 8,3 millions d'habitantes et d'habitants.

Détroit a constitué à la fin du XIX^e siècle le modèle des programmes nationaux de soutien aux jardins vivriers pendant les crises économiques. À la faveur d'une crise urbaine sans précédent, qui a fait suite à l'effondrement de l'industrie automobile locale à partir des années 1960, l'agriculture urbaine a ressurgi au tournant des années 1980-1990. Dans un contexte de décroissance urbaine massive et d'austérité municipale – marquée par un endettement frôlant les 19 milliards de dollars au moment de la faillite de 2013 –, les habitantes et les habitants de cette ville majoritairement afro-américaine se sont auto-organisé·e·s pour produire des fruits et légumes et élever des animaux, afin de pallier l'absence de supermarchés et la crise sociale. Les friches en grand nombre – plus de 100 000 parcelles inoccupées – ont formé une aubaine pour des expérimentations ambitieuses d'autosubsistance,

dans la perspective d'accroître la justice alimentaire. En 2013, l'agriculture urbaine a même été légalisée, devenant une catégorie officielle du zonage urbain. En 2015, Détroit accueillait environ 1 600 fermes et jardins, impliquant directement jusqu'à 23 000 personnes, pour seulement 672 000 habitantes et habitants⁶⁶.

Dans le Grand Paris, l'agriculture urbaine hérite d'une tradition maraîchère dense et productive de la plaine francilienne jusqu'à la fin du XIX^e siècle, ainsi que d'un essor important des jardins ouvriers dans la première moitié du XX^e siècle. La forte croissance démographique de l'agglomération parisienne s'est ensuite traduite par une densification importante, une artificialisation des terres et un étalement (péri)urbain au détriment de toutes formes de cultures agricoles. Il faut attendre les années 2000 pour que les jardins partagés prennent leur essor, rapidement protégés et institutionnalisés dans le cadre de la charte Main verte établie en 2003 à Paris. Depuis 2016, le programme municipal des Paris-culteurs vise à végétaliser 100 hectares de foncier disponibles (notamment des toits), promouvant des formes d'agriculture urbaine plus entrepreneuriales. Dans un contexte de pression foncière, différents acteurs associatifs se réapproprient des friches de communes moins denses en première et seconde couronne, pour y pratiquer l'agriculture urbaine. Cependant, les projets urbains autour du réseau de transports du Grand Paris Express et de l'accueil des jeux Olympiques 2024 participent à urbaniser toujours plus la métropole, qui accueille

un peu plus de 7 millions d’habitantes et d’habitants. En 2017, Paris compte 12 hectares cultivés au sol (dont 102 jardins partagés, quelques vignes, et une ferme) ainsi que 11 hectares de toitures et de murs cultivés⁶⁷. En Île-de-France en 2018, les surfaces cultivées occupent 73 hectares, soit l’équivalent des parcs de la Villette et des Buttes-Chaumont réunis, auxquels on peut ajouter 1 064 jardins collectifs (879 hectares), 594 jardins familiaux et 255 jardins partagés⁶⁸.

Finalement, ces trois cas présentent des ancrages spatiaux et temporels de l’agriculture urbaine différents. New York constitue le berceau de l’apparition d’une agriculture urbaine politique contestataire dans les années 1970, et dispose à présent d’une vaste diversification d’initiatives dans ce qui est devenu l’une des premières villes globales du monde. Détroit représente le cas le plus abouti d’une agriculture urbaine menée par et pour des minorités – essentiellement afro-américaines – depuis les années 1990 dans des quartiers populaires délaissés par le capitalisme industriel. Le Grand Paris, jadis modèle d’une agriculture urbaine maraîchère, apparaît depuis les années 2000 comme le nouveau terrain d’essor d’une agriculture urbaine associative et entrepreneuriale, dans le cadre d’une pression foncière accrue.

Ces cas sont pourtant reliés par une circulation transatlantique des imaginaires et des modèles. C’est notamment suite à un voyage de la Fondation de France à New York dans les années 1990 que les premiers jardins partagés naissent en France sur le modèle des *community gardens*⁶⁹. Inspirés

par l'essor de l'agriculture urbaine à Détroit, de nombreux jeunes New-Yorkais s'y sont rendus dans les années 2010 pour s'impliquer ou fonder leur projet. À Paris comme dans le reste de la France, des expositions, des conférences, et surtout le documentaire *Demain* visionné par plus d'un million de spectatrices et de spectateurs, ont fait la part belle à l'agriculture urbaine de Détroit, présentée comme un modèle de résilience et d'autonomie alimentaire⁷⁰. Dans ces trois grandes métropoles, je m'attacherai à montrer la place singulière qu'y occupent les agricultures urbaines et la différenciation de leurs trajectoires, mais aussi comment les pratiques, les valeurs et les luttes se font souvent écho⁷¹.

Organisation de l'ouvrage

Dans le premier temps de cet ouvrage, je m'attacherai à poser les jalons de la nouvelle situation à laquelle font face les habitantes et les habitants de New York, Détroit et du Grand Paris, à la suite des bouleversements induits par l'anthropocène sur les modes de cultures, d'approvisionnement, de subsistance mais aussi d'habiter la ville. J'explorerai les ressorts de l'énigme de la grande disparition de l'agriculture urbaine à partir du milieu du XIX^e siècle et jusque dans la seconde moitié du XX^e siècle. Avec l'éloignement et la transformation de l'agriculture, les urbains sont de plus en plus déconnectés des lieux de production agricole et des prises

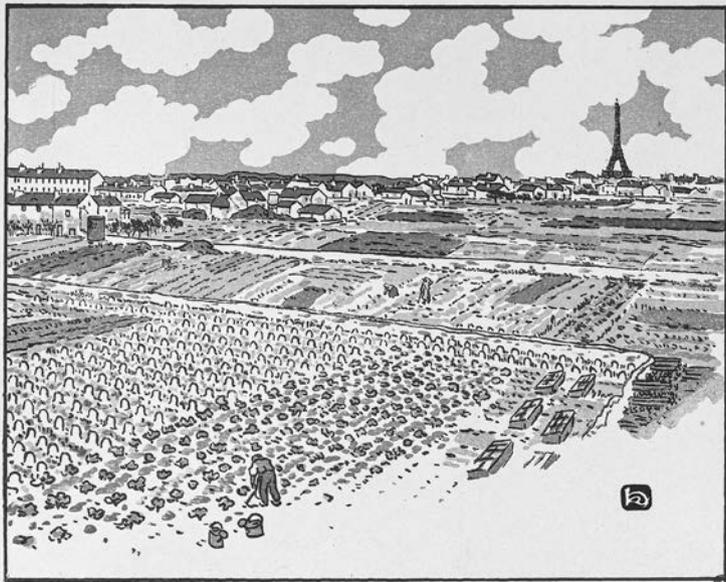
de décision afférentes (chapitre 1). C'est dans ce contexte, à partir de la fin du xx^e siècle, que des troubles alimentaires liés à la consommation de « malbouffes » touchent de plein fouet les habitantes et les habitants pauvres des villes. Dans les métropoles se forme alors un « apartheid alimentaire » violent qui dessine des territoires de relégation (chapitre 2). C'est cette prise de conscience qui a notamment suscité le désir de refaire une place à l'agriculture urbaine dans nos métropoles, constituant en réaction un horizon émancipateur.

Je montrerai dans un deuxième temps comment se manifeste le retour de l'agriculture urbaine dans les trois métropoles. Dès la fin du xx^e siècle, alors même que rien ne les y invite, des retours à la terre apparaissent sous de multiples visages. Ils prennent place dans un « arc de résistances » qui visent à contrer l'agir anthropocénique via la défense des terres cultivées en ville (chapitre 3). En parallèle à des luttes contestataires, des initiatives d'agriculture urbaine mobilisent des champs d'expérimentation susceptibles de mettre en mouvement une transformation socio-écologique des territoires (chapitre 4). Pour donner à voir et à entendre celles et ceux qui pratiquent l'agriculture urbaine, je dresserai les portraits de quelques-un-e-s que j'ai rencontré-e-s. Leurs trajectoires, leurs mots et leurs gestes dessinent des manières différentes de se réapproprier la terre en ville (chapitre 5). Mais il est plus facile de faire revenir les gens à la terre que de faire revenir la terre aux gens. Ces agricultures sont contraintes de prendre place dans les ruines du capitalisme

urbain : des espaces interstitiels parfois toxiques, à l'horizon d'occupation précaire, face auxquels les occupantes et les occupants doivent s'adapter (chapitre 6).

Dans un dernier temps, je montrerai comment le déploiement de l'agriculture urbaine transforme nos métropoles dans leurs environnements et leurs rapports sociaux et spatiaux. Il façonne subrepticement la ville en faisant rejouer des inégalités et des conflictualités entre territoires, habitant-e-s et vivants. Alors que l'agriculture urbaine collective participe à créer des pratiques d'entraide et de solidarité, elle tend aussi activement à un entre-soi des catégories socioprofessionnelles intermédiaires, et par conséquent à l'exclusion des populations pauvres ou racisées (chapitre 7). Par-delà une célébration simpliste du jardinage collectif et de l'agriculture urbaine, je voudrais attirer l'attention sur la manière dont la néolibéralisation façonne les espaces et les formes d'agriculture urbaine, et en retour comment cette dernière contribue à ces processus et tente de les remettre en question (chapitre 8). Que reste-t-il alors pour faire de cette pratique l'outil d'une réappropriation habitante des espaces et des moyens de productions ? Je soutiens qu'une voie parmi d'autres est celle de la *praxis* instituante des communs. Elle permet tant de penser une autogestion de ressources essentielles par-delà l'État et le marché que de fournir des outils pour instituer des espaces agricoles urbains collectifs (chapitre 9).

Première partie
NOUVELLES ÉQUATIONS



Henri Rivière, « Les 36 vues de la tour Eiffel », planche 6, *Des jardins maraîchers de Grenelle*, 1902.

(BnF ; © Adagp, Paris, 2021)

1.

LA GRANDE DISPARITION. RECULS DE L'AGRICULTURE URBAINE

On me demande souvent comment j'ai commencé l'agriculture urbaine. Pour moi la question est plutôt comment on s'en est éloigné.

Entretien avec un agriculteur urbain à Détroit,
26 avril 2012

Une écologie décoloniale
Penser l'écologie depuis le monde caribéen
Malcom Ferdinand, 2019

L'Aigle, le Dragon et la Crise planétaire
Jean-Michel Valantin, 2020

Lettre à Greta Thunberg
Laurent de Sutter, 2020

Leur écologie et la nôtre
Anthologie d'écologie politique
André Gorz, 2020

La Fin de la mégamachine
Sur les traces d'une civilisation en voie d'effondrement
Fabian Scheidler, 2020

La Servitude électrique
Du rêve de liberté à la prison numérique
Gérard Dubey, Alain Gras, 2021

Nous ne sommes pas seuls
Politique des soulèvements terrestres
Léna Balaud, Antoine Chopot, 2021